

LES ACTUALITÉS

RICARD

SUITE DE LA PAGE 1

Quelques mois plus tard, il rentra à Paris, passablement affaibli par la fièvre typhoïde, mais des images impérissables plantées dans la mémoire. Comme celle de Kangyou Rinpotché, l'homme de 70 ans qui allait devenir l'un de ses maîtres. Il était adossé à une fenêtre derrière laquelle s'étendait un océan de nuages transpercé par le Kanchenjunga, un sommet de plus de 8000 mètres. Pendant trois semaines, Matthieu Ricard s'est contenté de s'asseoir devant lui du matin au soir, fasciné «par la profondeur, la force, la sérénité et l'amour qui émanaient de cet homme».

En bon touche-à-tout, il s'est jadis passionné pour l'astronomie, la musique, l'ornithologie et l'art, grâce à sa mère peintre, Yvonne Le Tournein. À 22 ans, il a même écrit un livre sur les migrations animales. Un chemin tracé vers la science sur lequel il choisit d'avancer au retour de l'Asie.

Jeune étudiant à l'Institut Pasteur, il effectue une thèse en génétique cellulaire sous la direction du Prix Nobel de médecine François Jacob, pour finalement se convertir au bouddhisme. «Si les scientifiques et les moines bouddhistes ont quelque chose à se dire? Tout le temps. On n'arrête pas de se parler!», souligne-t-il en riant.

Encore aujourd'hui, il n'hésite pas à mettre ses connaissances et son état de moine bouddhiste au service de la science. En collaboration avec plusieurs universités états-unienues dont celle du Wisconsin, célèbre pour ses recherches dans le domaine, il participe activement à des travaux scientifiques qui analysent l'influence de la méditation à long terme sur le cerveau (plasticité neuronale). Comme quoi le rationalisme de la science moderne occidentale peut s'entendre avec la tradition bouddhique vieille de plus de 2500 ans.

«Depuis six ans, nos recherches montrent que l'on peut cultiver nos qualités intérieures, comme l'altruisme et la compassion, de la même façon que l'on peut devenir bon au tennis ou aux échecs», fait remarquer le scientifique devenu moine. «Nous serons bientôt à même de confirmer et de préciser l'effet de l'entraînement de l'esprit sur la tension et l'équilibre émotionnel», ajoute-t-il, sans pouvoir en dire davantage sur les conclusions de ces recherches à paraître cette année.

La dalaï-lama-mania

Avec près de 360 millions d'adeptes dans le monde, difficile de ne pas reconnaître que cette idée du bonheur que propose le moine séduisit les foules. Au Québec, les églises se vident, mais on compterait plus de 40 000 adeptes de cette religion, sans compter tous ceux qui en partagent les valeurs.

Comment expliquer cet engouement? «S'il y a moins d'adhésion aux religions traditionnelles, c'est peut-être que le bouddhisme n'est pas une religion monothéiste fondée sur la foi. Cela créerait moins de malaise en ce sens», avance timidement le moine.

Même si la popularité du bouddhisme bat son plein en Occident, Matthieu Ricard hésite à se ranger du côté de son maître, le dalaï-lama, qui, lui, qualifie humblement cet engouement pour le bouddhisme de simple «effet de mode». En France, en 2003, quelque 12 000 personnes s'étaient rassemblées au stade de Bercy pour écouter le grand maître spirituel en exil, dont le nom signifie «océan de grasse». Certains médias avaient alors fait leurs choux gras du «dalaï-lama rock star».

«Ce n'est pas fair-play. Ce n'est même pas le public d'un match de foot de 2 division, et on fait les gorges chaudes parce que des milliers de personnes se rassemblent pour réfléchir sur des éléments de philosophie. Le dalaï-lama n'est pas un évangéliste. Que des personnes veuillent réfléchir dans un cadre introspectif me semble louable. On devrait s'en féliciter», croit Matthieu Ricard.

Devant la double vocation du dalaï-lama, à la fois maître spirituel et leader en exil du Tibet, Matthieu Ricard se défend bien de voir une confusion des genres. «Il n'est pas politique au mauvais sens du terme. Il met ses facultés et sa compassion au service du peuple. D'ailleurs, depuis dix ans maintenant, c'est le seul chef d'État qui ait imposé la démocratie au peuple. Il a dissous le cabinet et a dit à la population d'en refaire un», explique le moine.

Depuis qu'il a quitté le Tibet en 1959, le 14e dalaï-lama a un lourd fardeau à porter. Durant les 15 premières années de son exil, un génocide s'est produit — 1,2 million de Tibétains sur six millions ont été tués — et des milliers de monastères ont été détruits par les Chinois.

Il lui faut soutenir le moral des troupes qui se font décimer tout en pronant des valeurs de paix, de tolérance et de compassion. «Les Chinois diront le contraire, mais la plupart des Tibétains ont gardé une profonde dévotion et une grande confiance en lui», insiste Matthieu Ricard.

Pour sa part, malgré la sombre réalité du peuple tibétain, le moine-photographe se fait un devoir de capter sur pellicule des petits bouts «plus roses» d'humanité, comme dans son plus récent livre de photographies, *Regards de compassion*. «Pas seulement pour archiver la culture de ce peuple, mais pour montrer des visages de sérénité. Pour donner une note d'espoir», soutient celui qui a gravé plus de 12 000 photos sur céderons.

Une note d'espoir qui trouve écho chez les Tibétains qui attendent le retour de leur chef, en exil depuis presque 50 ans déjà. «Quand je demande aux gens s'ils ont un message à me donner pour que je le transmette au dalaï-lama, ils me répondent: "Dites-lui simplement que nous sommes-là"».

Le Devoir

Précisions

Dans notre édition du vendredi 2 mars, nous écrivions en page A 5 que le mari de la députée libérale fédérale Marlene Jennings avait été nommé à la Commission de l'immigration et du statut de réfugié un an avant l'élection de celle-ci. En fait, M. Luciano Del Negro, a été «re-cruté», selon Mme Jennings, en 1996, mais sa nomination n'a été officialisée qu'en avril 1997. Mme Jennings a été élue deux mois plus tard.

Il y a eu confusion dans le texte paru le jeudi 1^{er} mars en page A 5 sur les retombées économiques des contrats militaires. La directrice générale de l'Association québécoise de l'aérospatiale, Sue Dabrowski, a déjà rencontré le ministre de l'Industrie, Maxime Bernier, dans le cadre d'activités de l'industrie. Mme Dabrowski voulait plutôt rencontrer le ministre pour parler des nouveaux contrats militaires, ce qu'elle n'a pas pu faire. De plus, Mme Dabrowski précise que, si toutes les entreprises de l'industrie aérospatiale sont bel et bien membres de l'association, cette dernière représente plus spécifiquement les PME du secteur.

FTQ

SUITE DE LA PAGE 1

québécois, mais aussi à son chef, même si on a eu quelques démêlés. Et on va en avoir encore comme on en a eu» avec René Lévesque, Jacques Parizeau et Bernard Landry, a dit le chef syndical.

Les militants de la FTQ «ont passé l'éponge» sur la déclaration de M. Boisclair, a dit M. Massé. Quelques semaines avant le déclenchement des élections, le chef péquiste avait dénoncé le «copinage» entre le PQ et les centrales syndicales ainsi que les «repas arrosés» qui pouvaient cette relation privilégiée.

C'est avant tout l'insécurité économique, touchant tout particulièrement le secteur manufacturier, qui a incité la FTQ à soutenir le PQ. «C'est le temps d'avoir un parti interventionniste sur la question économique. On ne peut pas laisser aller ça comme ça», a dit M. Massé. Le chef syndical estime que c'est «la catastrophe» dans certains secteurs de l'économie, dont la fermeture de l'usine Goodyear est un exemple. Il a critiqué l'inaction du gouvernement Charest en matière économique. «Quand je vais à Valleyfield, quand je vais à Huntingdon, le monde me pogne par la manche de "coat" [pour me dire]: "Il y a juste vous autres, la FTQ, qui pouvez nous sauver. Faites quelque chose". Ils sont découragés; c'est à brailer, c'est à pleurer», a déclaré M. Massé.

En appuyant la plate-forme du PQ, la FTQ se trouve à donner son aval à l'abolition de la taxe sur la capital imposée aux entreprises, une première pour une centrale syndicale. «Le Parti québécois a fait le choix de mener des politiques fiscales pour soutenir le développement économique du Québec et celles des régions», a dit André Boisclair. Le chef péquiste a promis un plan pour encourager l'investissement dans le secteur manufacturier et une politique de tarifs d'électricité prévisibles pour les entreprises.

Cet appui donné par la FTQ n'empêchera pas un gouvernement péquiste de gouverner, a assuré M. Boisclair, ni à la FTQ de manifester contre le gouvernement. «Ni Henri Massé ni moi ne sommes des personnes serviles», a-t-il dit. M. Massé a soutenu que la FTQ n'était «pas inféodée» au PQ. «On garde notre autonomie», a-t-il dit.

André Boisclair n'a pas manqué de relever «la chicane entre les fédéralistes» qui sévit entre Jean Charest et Mario Dumont, le premier accusant l'autre de ne pas être un vrai fédéraliste. «Il y en a un [Charest] qui a complètement abandonné, qui est résigné, et un

autre qui est un marchand d'illusions [Dumont]. «On est en train de jouer dans le film de Laurel et Hardy du fédéralisme», a-t-il fait valoir.

Pas de grande surprise, dit Charest

Hier à Roberval, le chef libéral Jean Charest s'est employé à minimiser l'importance de l'appui apporté par le chef de la FTQ au Parti québécois, soutenant qu'il ne changera rien dans la campagne. «Ceci dit en tout respect pour les opinions de M. Massé», a-t-il ajouté. «Les Québécois font la part des choses» devant des appuis comme ceux-ci. À ses yeux, il n'y a pas la grande surprise, a-t-il répété à plusieurs reprises hier, ajoutant ne pas y voir «une nouvelle». Pourtant, lors des dernières élections en 2003, la centrale syndicale avait choisi de rester neutre. «Je ne m'attendais pas à ce qu'il m'appuie. Je n'ai pas demandé son appui non plus, pour tout vous dire, ça vous donne une idée de nos attentes. Je travaille avec M. Massé, je vais continuer à travailler avec lui. Et les autres chefs syndicaux après le 26 mars prochain.»

Par ailleurs, M. Charest a tenu à préciser que son gouvernement et lui n'étaient pas contre les syndicats. À preuve, selon lui, l'opération de réduction du

nombre d'accréditations dans le domaine de la santé n'a pas pour autant réduit le nombre de syndiqués au Québec. «Moi, je gouverne pour le bien commun. Et je gouverne pas en fonction d'un groupe en particulier dans la société. Je veux gouverner pour tous les Québécois. C'est ça que je veux. C'est le gouvernement que je veux avoir à partir du 26 mars.»

La présidente de la campagne libérale, la ministre de la Culture Line Beauchamp, s'est montrée plus incisive, affirmant qu'André Boisclair s'était «écrasé devant les syndicats» après avoir tenté de prendre ses distances par rapport à ceux-ci. Dans un communiqué, elle a soutenu que le chef péquiste «a fait marche arrière et accepte maintenant sans broncher de s'associer avec la FTQ». Selon elle, c'est parce qu'il est «isolé» qu'André Boisclair a suivi le conseil de son ami Marc Lavolette de redevenir «copain-copain» avec les syndicats. «Cette volte-face démontre bien la faiblesse du leadership d'André Boisclair qui est toujours incapable d'imposer ses vues à un parti qui n'offre aucune réponse aux véritables priorités des Québécois», a affirmé Mme Beauchamp.

Le Devoir

Tout le monde en parle

Boisclair opte pour l'attaque en règle

ROBERT DUTRISAC

À l'émission *Tout le monde en parle*, enregistrée jeudi dernier et diffusée hier, le chef du Parti québécois, André Boisclair, a opté pour l'attaque en règle, se montrant cinglant envers Jean Charest, qu'il a qualifié d'«opportuniste», et envers Mario Dumont dont il a souligné l'inexpérience.

«Si je voulais être opportuniste, je ferais comme M. Charest et je dirais au Québec: "priorité: santé, santé, santé" parce que les sondages indiquent que c'est la première préoccupation des Québécois», a lancé André Boisclair.

«Nous, on dit qu'on va prendre un autre pari, un pari audacieux sur le long terme. La priorité, c'est l'éducation. On va dire que le Québec, c'est autre chose qu'un gros hôpital», a-t-il poursuivi.

Interrogé sur son leadership et les critiques que lui a assénées l'ancien premier ministre Bernard Landry, André Boisclair a choisi de parler du chef

libéral. «Qui a entendu Jean Charest s'excuser pour la privatisation du mont Orford?» a répliqué le chef péquiste.

De Mario Dumont, André Boisclair a dit qu'il lui manquait une équipe et «la responsabilité qui vient avec l'exercice du pouvoir». Il s'en est pris à la promesse du chef adéquate d'accorder une allocation pour enfants, un engagement qu'il évalue à 5 milliards. «Il n'a même pas présenté de cadre financier. Mettez-moi de l'argent de Monopoly et je vais vous en faire de belles promesses.»

André Boisclair a dit ressentir de la «colère» à la suite des propos qu'a tenus l'animateur de Saguenay, Louis Champagne, sur l'homosexualité d'un des candidats péquistes. «On est une société qui est affamée d'égalité», a-t-il dit. «Les Québécois et Québécoises sont derrière moi et condamnent sans hésitation des propos de M. Champagne.»

Le Devoir

CIVILS

SUITE DE LA PAGE 1

sur une autoroute de l'est de l'Afghanistan, à l'est de Jalalabad. Ils auraient ainsi essayé des tirs à l'arme automatique provenant de plusieurs directions immédiatement après l'attaque à la voiture piégée. Les victimes se seraient donc retrouvées au milieu de tirs croisés. «Les soldats ont ouvert le feu pour se défendre», a dit Abdul Ghafur, porte-parole de la police. Un soldat a aussi été blessé dans l'attentat kamikaze.

«Nous regrettons la mort de civils afghans innocents, des morts qui sont le résultat des extrémistes talibans», a expliqué par la suite David Accetta, un porte-parole militaire américain. «Encore une fois, les terroristes ont démontré leur mépris pour la vie humaine en attaquant les forces de la coalition dans une zone habitée, sachant que des innocents seraient tués ou blessés dans l'attaque.»

«Nous croyons qu'il est possible que les tirs des insurgés qui ont pris part à l'embuscade soient totalement ou en partie responsables des victimes civiles», a précisé un autre porte-parole militaire américain, William Mitchell. Selon un journaliste de l'Agence France-Presse présent sur place, sept ou huit véhicules civils portaient des impacts de balles.

«Il est difficile pour le moment de savoir combien de civils ont été tués dans l'attentat, par les tirs de la coalition ou ceux des insurgés», a déclaré un autre porte-parole de la coalition, ajoutant qu'une enquête était en cours. Et le bilan des morts est lui aussi difficile à établir avec précision. Après avoir annoncé la mort de 16 civils, la coalition a ramené sans explication ce bilan à huit morts et 35 blessés, en contradiction avec le bilan donné un peu plus tôt par le ministère afghan de l'Intérieur. Selon le ministère, dix civils afghans ont été tués par les tirs des soldats. «Un certain nombre» de civils ont aussi péri, selon le ministère, dans l'attaque suicide, la deuxième en moins d'une semaine contre la coalition.

Mort à l'Amérique!

Peu de temps après la fusillade, des milliers de personnes sont descendues dans les rues pour dénoncer cette bavure des forces militaires, qu'ils ont accusées d'avoir ouvert le feu sur des civils délibérément. Les manifestants ont aussi scandé «Mort à l'Amérique!» et «Mort à [Hamid] Karzai!». Ils ont même bloqué pendant quelques heures la route où le drame s'est produit.

Plusieurs civils ont été tués par les troupes de l'OTAN et de la coalition dans des incidents similaires ces derniers mois, notamment dans le sud de l'Afghanistan où les talibans multiplient les attaques et attentats suicide. Et le printemps pourrait être encore plus sanglant, puisque les anciens maîtres de

Kaboul ont affirmé préparer une offensive ce printemps et menacé d'intensifier leur campagne d'attentats suicide. Ils distribuent d'ailleurs depuis plusieurs jours dans le sud du pays des tracts annonçant leur prochaine offensive. Ils invitent les civils à se tenir à l'écart des patrouilles et des bases des forces de l'OTAN, ainsi que des troupes gouvernementales.

Le dernier, environ 140 attaques suicide ont frappé l'Afghanistan, contre une vingtaine en 2005. Quelque 4000 personnes, essentiellement des insurgés, des civils et des soldats afghans, ont été tuées en 2006, l'année la plus sanglante en Afghanistan depuis fin 2001, selon des chiffres officiels. Quelque 170 soldats étrangers ont été tués en 2006 et, depuis le début 2007, 20 militaires étrangers, en majorité américains, sont morts en Afghanistan.

Par ailleurs, selon des habitants de la région de Sangin, dans la province méridionale de Helmand, de violents combats s'y sont déroulés samedi, et un raid aérien des forces de l'OTAN a fait une trentaine de morts dans la population civile, dont des femmes et des enfants. Un responsable local a parlé de 11 civils tués. A Kaboul, un porte-parole de l'OTAN a confirmé que des affrontements avaient eu lieu samedi dans cette zone, mais a dit ne rien savoir de pertes civiles.

Le Devoir

Avec l'Agence France-Presse, Associated Press, la BBC, le New York Times et Reuters

FRANCE

SUITE DE LA PAGE 1

Il n'est pas étonnant que Nicolas Sarkozy recrute aussi bien à droite qu'à gauche, lui qui dit depuis 2002 vouloir «faire exploser le clivage gauche-droite». Autour du candidat de l'UMP, on trouve donc un certain nombre d'économistes influents, comme Nicolas Baveze, défenseur de la thèse du déclin de la France, et Jacques Marseille, selon qui la sécurité sociale française est la plus coûteuse et la plus inefficace d'Europe.

Mais on trouve aussi des historiens de gauche, comme Max Gallo, ancien secrétaire d'État de François Mitterrand. Ultragauchiste, cet admirateur de Napoléon et de tous les grands hommes de l'histoire de France s'était rallié en 2002 à Jean-Pierre Chevènement, l'ancien ministre de l'Intérieur de Lionel Jospin qui avait concouru à l'échec de ce dernier au premier tour. Est-ce par nostalgie de la grandeur de la France? Selon lui, la question centrale de la présidentielle, «c'est la question nationale — d'où vient notre pays? quel est son destin, qu'est-ce qu'il est français?»

Mais la véritable surprise est venue d'André Glucksmann défenseur infatigable de la Tchétchénie, de la Bosnie et du Kosovo. Le 30 janvier dernier, cet ancien «nouveau philosophe» annonçait son ralliement à Nicolas Sarkozy, suivi de peu par son collègue et compagnon de combat Pascal Bruckner. Tous deux ont soutenu la guerre en Irak au nom de la défense des droits de l'homme. Selon Glucksmann, «Sarkozy rompt clairement avec cette droite habituelle à cacher son vide derrière de grands concepts pontifiants».

La plupart des observateurs expliquent ce revirement par l'«atlantisme» présumé du candidat de l'UMP et sa sympathie autrefois affichée à l'égard des États-Unis. Positions qui n'ont pas empêché Nicolas Sarkozy de faire plus récemment l'éloge de Jacques Chirac justement pour son opposition à la guerre en Irak. L'an dernier, la revue *Le Meilleur des mondes*, fondée à l'initiative d'André Glucksmann, avait publié un long entretien avec le ministre de l'Intérieur.

Selon le journal *La Croix*, un club de «sarkozystes de gauche» aurait même été créé. Appelé La Diagonale, il regroupe d'anciens membres du Parti socialiste, comme Patrick Rajeolima et Philippe Sauvannet, le directeur délégué de l'Espace Pierre Cardin, Nicolas Laugero, et Véronique Vasseur, ancienne médecin-chef de la maison d'arrêt de la Santé et auteure d'un livre accablant sur cette prison.

Plus difficile à saisir semble le désarroi du philosophe Alain Finkielkraut, une des plumes les plus res-

pectées de la scène intellectuelle française. Après avoir été soupçonné de se rallier à Nicolas Sarkozy, il a démenti la rumeur tout en manifestant son aversion à l'égard de la candidate socialiste, dont il dénonce «l'incompétence manifeste». Aversion assez peu argumentée pour l'instant et qui a laissé une partie du monde intellectuel dans l'expectative. L'auteur de *L'Ingratitude* hésiterait aujourd'hui entre François Bayrou, un candidat écologiste et Nicolas Sarkozy qui, dit-il, «fait honneur à l'intelligence française».

Ce qui séduit les intellectuels dans le parcours de Nicolas Sarkozy, c'est «son volontarisme, alors que jusqu'ici le volontarisme était de gauche», expliquait récemment l'écrivain Marek Halter. «En plus, dit-il, Sarkozy a la tête du métèque; il représente la France d'aujourd'hui parce qu'il n'est pas un Français de souche». Le discours d'investiture de Nicolas Sarkozy, un texte ampoulé truffé de références littéraires de gauche comme de droite semble en avoir séduit plus d'un.

Du déjà vu

Le flirt des intellectuels réputés de gauche avec la droite n'est pas nouveau. En 1995, plusieurs avaient déjà été séduits par la candidature de Jacques Chirac. Le thème du candidat, prétendant combattre la «fracture sociale», avait d'ailleurs été emprunté au démographe Emmanuel Todd qui le tenait lui-même du philosophe Marcel Gauchet, directeur de la revue *Esprit*. Le futur président avait alors été reçu par le club Phares et balises regroupant de nombreux déçus du mitterrandisme, comme Emmanuel Todd, Régis Debray, Pierre-André Taguieff et Max Gallo. Avant de se retrouver chez Sarkozy, cette mouvance s'était transportée en 2002 chez Jean-Pierre Chevènement, qui avait démissionné du gouvernement de Lionel Jospin au moment de l'entrée de la France dans la première guerre du Golfe.

Devant ces défections à gauche, plusieurs intellectuels ont senti le besoin de sonner le rappel des troupes. Dans sa dernière livraison, l'hebdomadaire *Le Nouvel Observateur* publie un texte signé par 160 intellectuels qui dénoncent le «mépris social et le dédain sexiste» dont serait victime Ségolène Royal. Le texte est signé par des intellectuels aussi célèbres que le metteur en scène Patrice Chéreau, le sociologue François Dubet, le philosophe Yves Michaud et le romancier Philippe Sollers. Selon l'un des signataires, l'historien Jacques Julliard, Ségolène Royal suscite des dissensions parce qu'elle remet en question plusieurs dogmes socialistes, en parlant notamment de «réconcilier les Français avec l'entreprise». Le chroniqueur du *Nouvel Observateur* traite certains de ses anciens amis de «marxistes» qui oublient de l'être chaque fois que cela servirait à quelque chose.

Parmi les avocats de la candidate socialiste, on retrouve aussi le directeur du *Nouvel Observateur*, Jean-Daniel Selon lui, lors de son discours de Villepinte, la candidate a «fait voler en éclats [...] les reproches formulés par certains intellectuels sur sa compétence en matière de défense de l'environnement, de la langue française, de l'école et des droits de l'homme en Russie et en Chine. Un «intellectuel de bonne foi comme Alain Finkielkraut devrait ici rendre les armes [...] désormais, on aura le droit de trouver peu sérieuses, sinon suspectes, les raisons qu'ils invoquent pour le faire.»

Même s'il exprime de la sympathie à l'égard de Ségolène Royal, l'intellectuel Bernard-Henri Lévy se dit aussi perplexe. Est-ce une simple question de sémantique? Il lui reproche tout particulièrement de parler des «droits humains» plutôt que des «droits de l'homme». Il a néanmoins salué son «courage» et son «cran» et dit vouloir attendre avant de faire un choix définitif.

Dans le programme de la candidate, on retrouve plusieurs idées développées par le groupe de chercheurs de *La République des idées*, dont le sociologue Pierre Rosanvallon est la figure de proue. C'est dans les recherches de ce dernier, qui avait déjà inspiré Michel Rocard, que Ségolène Royal aurait puisé l'idée de constituer des «jurys citoyens» chargés de superviser le travail des élus. Le groupe a particulièrement démontré que le phénomène des ghettos traversait non pas quelques villes seulement, mais toute la société française. Cette question est aujourd'hui au cœur du programme de la candidate.

La défection dont souffre le camp socialiste profite aussi à François Bayrou, qui pourrait se classer troisième dans cette élection. Le candidat centriste recueille la sympathie du directeur de l'hebdomadaire *Marianne*, Jean-François Kahn, qui cherche, dit-il, à briser «la bipolarité artificielle qui divise la France» et refuse tout autant «la centralité de l'État» que celle du «capital».

De nombreux intellectuels ont préféré se tenir au-dessus de la mêlée. C'est le cas de l'ancien mitterrandiste Régis Debray. Du haut de sa chaire de «médiologie», l'ancien compagnon de Che Guevara juge que cette campagne a plus à voir avec un match de football qu'avec un débat politique. «On est passé de l'amphithéâtre au stade, de la rhétorique à l'épreuve sportive», écrit-il.

Mais qui se souvient pour qui votaient en leur temps Jean-Paul Sartre, Raymond Aron et Maurice Merleau-Ponty? Depuis plusieurs semaines, la plupart des médias ont accordé moins d'importance à l'opinion des «intellectuels» qu'au ralliement de Doc Gynéco à Nicolas Sarkozy et de Jamel Debbouze à Ségolène Royal.

Correspondant du Devoir à Paris

LE DEVOIR

www.ledevoir.com

Les bureaux du Devoir sont situés au 2050, rue De Bleury, 9^e étage, Montréal (Québec), H3A 3M9 ☎ Place-des-Arts Ils sont ouverts du lundi au vendredi de 8h30 à 17h. Renseignements et administration : 514-985-3333

Le Devoir peut, à l'occasion, remettre la liste d'adresses de ses abonnés à la disposition d'organisations reconnues dont la cause, les produits ou les services peuvent intéresser ses lecteurs. Si vous ne souhaitez pas recevoir de correspondance de ces organisations, veuillez en aviser notre service à la clientèle. L'Agence Presse Canadienne est autorisée à employer et à diffuser les informations publiées dans *Le Devoir*. *Le Devoir* est distribué par Messageries Dynamiques, division du Groupe Québecor Inc., 900, boulevard Saint-Jean sur le Rocher, Montréal, Québec H3A 3B6. Il est imprimé par Imprimerie Québecor St-Jean, 800, boulevard Industriel, Saint-Jean sur le Rocher, Québec H3A 3B6. Rég. 308. Enregistrement n° 0858. Dépôt légal: Bibliothèque nationale du Québec.

Comment nous joindre?

La rédaction

Au téléphone 514-985-3333
Par télécopieur 514-985-3360
Par courrier redaction@ledevoir.com

La publicité

Au téléphone 514-985-3399
Par télécopieur 514-985-3390
Extérieur de Montréal (sans frais) 1 800 363-0305

Les avis publics et appels d'offres

Au téléphone 514-985-3344
Par télécopieur 514-985-3340
Par courrier avisdev@ledevoir.com

Les petites annonces et la publicité par regroupement

Au téléphone 514-985-3322
Par télécopieur 514-985-3340

Les abonnements

Au téléphone 514-985-3355
du lundi au vendredi de 7h30 à 16h30
Par télécopieur 514-985-5967
Par courrier abonnements@ledevoir.com
Extérieur de Montréal (sans frais) 1-800-463-7559

L'agenda culturel

Au téléphone 514-985-3346
Par télécopieur 514-985-3390

LES SPORTS

Le moral des joueurs du Canadien est au plus bas

Un congé de trois jours pour tenter de rebondir

Il reste au Canadien 14 matchs pour sauver sa saison. D'ici là, le Tricolore va profiter des trois prochains jours pour se préparer en vue du dernier droit. Se préparer sur les plans physique, moral et technique.

Cette pause dans le calendrier survient à point nommé pour bien des joueurs. Saku Koivu, Christopher Higgins et Sheldon Souray ne sont pas au meilleur de leur forme et ces trois jours sans match les aideront à récupérer.

Koivu n'a récolté aucun point à ses trois derniers matchs tout en ayant maintenu un différentiel de moins-3.

Higgins, lui, était de retour à Boston après avoir raté deux rencontres en raison d'une gastro-entérite. Souray, enfin, était

trop mal en point après le match de samedi pour s'adresser aux représentants des médias.

Alexander Perezhogin va aussi bénéficier de ce congé pour «retrouver ses esprits» après avoir été atteint à la tête par une rondelle lors de l'entraînement de jeudi dernier à New York.

«Ce congé va nous permettre de se regrouper», a déclaré Guy Carbonneau après la défaite de 3-1 que son équipe a encaissée face aux Bruins au TD Banknorth Garden.

Le moral des joueurs est également à son plus bas. L'équipe a perdu ses trois matchs depuis la date limite des transferts. Certains joueurs auraient souhaité du renfort afin de mieux rivaliser avec toutes ces équipes qui luttent pour une place en séries.

Tout ce que le directeur général Bob Gainey a fait aura été d'échanger Craig Rivet aux Sharks de San Jose en retour du jeune défenseur Josh Gorges et d'un choix de premier tour. L'immobilisme de Gainey semble avoir sapé le moral des joueurs.

Pas du bon hockey

Le Canadien ne joue pas du bon hockey non plus. À cinq contre cinq, le bleu-blanc-rouge offre un rendement médiocre, tant à l'attaque qu'en défense. Pour s'en convaincre, il suffit de rappeler que l'équipe présente un différentiel collectif de moins-38. C'est dire que les chances de l'emporter sont presque nulles lorsque l'attaque à cinq ne tourne pas à plein régime.

La situation du Canadien n'est

pas sans espoir. L'équipe occupe le neuvième rang dans l'Est, un point derrière les Hurricanes de la Caroline. Mais quatre formations se pointent derrière: les Maple Leafs de Toronto, les Rangers de New York, les Bruins de Boston et même les Panthers de la Floride. Ces équipes ont l'avantage d'avoir disputé moins de matchs. Elles pourront donc gagner du terrain au cours des prochains jours.

«Il sera difficile de regarder les matchs, a reconnu Carbonneau. Il faut seulement espérer que les résultats nous seront favorables.»

Différentiel négatif

Par ailleurs, Michael Ryder illustre bien les problèmes du Canadien. L'attaquant de Terre-Neuve a marqué 22 buts dont 16

en supériorité numérique. Mais il présente un différentiel de moins-24, l'un des pires de toute la ligue.

Sheldon Souray se retrouve dans la même situation. Il compte 23 buts, un sommet dans l'équipe.

Mais 16 de ses buts ont été enregistrés en supériorité numérique, ce qui explique en partie son différentiel de moins-19. Samedi, il a été directement responsable du troisième but des Bruins en perdant la rondelle à Marc Savard.

Quant à Gorges il a mieux fait à son deuxième match. Face aux Bruins, il a joué plus de 12 minutes (12 min 22) dont 1 min 38 en infériorité numérique.

Presse canadienne

HOCKEY

ASSOCIATION DE L'EST

Section Nord-Est						
	G	P	DPF	BP	BC	Pts
Buffalo	44	16	5	251	189	93
Ottawa	38	23	5	226	181	81
Montréal	33	29	6	197	211	72
Toronto	31	26	9	208	217	71
Boston	32	28	5	190	230	69
Section Atlantique						
New Jersey	40	19	7	175	157	87
Pittsburgh	35	21	9	221	203	79
N.Y. Islanders	33	23	9	197	184	75
N.Y. Rangers	31	27	7	190	184	69
Philadelphie	17	37	11	173	248	45
Section Sud-Est						
Tampa Bay	37	26	4	214	208	78
Atlanta	34	23	10	203	209	78
Caroline	33	27	7	199	209	73
Floride	27	26	13	194	210	67
Washington	24	30	12	199	236	60

ASSOCIATION DE L'OUEST

Section Centrale						
	G	P	DPF	BP	BC	Pts
Nashville	44	18	5	231	173	93
Detroit	41	16	9	208	162	91
St. Louis	28	27	10	169	193	66
Columbus	26	33	7	165	205	59
Chicago	24	33	9	162	205	57
Section Nord-Ouest						
Vancouver	37	22	5	169	162	79
Calgary	35	21	9	211	174	79
Minnesota	36	23	6	187	163	78
Colorado	32	29	5	218	211	69
Edmonton	30	30	6	174	194	66
Section Pacifique						
Anaheim	39	17	11	213	174	81
Dallas	38	22	5	170	156	81
San Jose	39	25	2	197	169	80
Phoenix	65	35	3	174	222	57
Los Angeles	22	33	10	185	228	54

Hier

Chicago 4	Ottawa 3 (F)
Atlanta 3	Caroline 1
Colorado 4	Detroit 3 (P)
Pittsburgh 4	Philadelphie 3 (F)
San Jose 4	Dallas 0
Boston 4	New Jersey 1
Anaheim 3	Nashville 2 (F)
Minnesota 2	Vancouver 1
N.Y. Islanders à N.Y. Rangers, 19h	

Patinage de vitesse longue piste

Groves gagne une 3^e médaille

Calgary — Un deuxième record du monde a été amélioré tandis que la Canadienne Kristina Groves a récolté sa troisième médaille en trois d'épreuves, hier, aux finales de la Coupe du monde de patinage de vitesse longue piste.

Groves, d'Ottawa, a pris le troisième rang du 3000 mètres chez les femmes. Elle avait auparavant décroché l'argent au 1500 m et le bronze au 1000 m.

L'Américain Shani Davis a quant à lui établi un nouveau record mondial au 1500 mètres chez les hommes. Il a complété la course en

une minute 42,32 secondes pour améliorer sa propre marque de 1 min 42 s 68, établie le 19 mars 2006 à l'ovale olympique.

Davis n'avait pas grand-chose à dire après sa performance.

«Les mots ne valent pas cher. Je veux juste patiner», a-t-il dit. Le Néerlandais Erben Wennemars a terminé deuxième de l'épreuve en 1 min 43 s 24 et le Canadien Deny Morrison, de Fort St. John, en Colombie-Britannique, troisième en 1 min 43 s 43.

Presse canadienne

EN BREF

Matt s'impose

Kranjska Gora, Slovénie — Champion du monde de la discipline, l'Autrichien Mario Matt a remporté hier à Kranjska Gora son deuxième slalom d'affilée, tandis que Benjamin Raich, deuxième de la course, a repris la tête du classement général de la Coupe du monde de ski alpin. Matt, placé à seulement quatre centièmes de seconde derrière Raich après la première manche de ce slalom, s'est imposé dans le temps cumulé d'une minute 40,64 secondes. «C'était une course difficile. J'ai bien skié», a déclaré Matt. Raich a permis un doublé autrichien en finissant à 61 centièmes de Matt, alors que la troisième place est allée à l'Italien Manfred Moelgg (1 min 41 s 60). Michael Janyk, de Whistler, en Colombie-Britannique, a été le meilleur Canadien avec une 10^e place, à égalité avec le Croate Ivica Kostelic en vertu d'un temps de 1 min 42 s 74, tandis que Thomas Grandi, de Canmore, en Alberta, a terminé 18^e en 1 min 43 s 21. — PC/AP

AVIS LÉGAUX

Appels d'offres

Montréal

Service des infrastructures, transport et environnement
Des soumissions sont demandées et devront être reçues, avant 14 h à la date ci-dessous, à la Direction du greffe de la Ville de Montréal à l'attention du greffier par intérim, 275 rue Notre-Dame Est, bureau R-134, Montréal H2Y 1C6, pour:

Catégorie : TRAVAUX

Appel d'offres : 9306

Descriptif : Reconstruction de trottoirs et de bordures, là où requis, associée à un pavage dans différentes rues de l'agglomération de Montréal — Contrat IX (P.R.R. 2007 — Réseau artériel) Villes : Dollard-des-Ormeaux et Dorval/Île Dorval

Date d'ouverture : 21 mars 2007

Dépôt de garantie : 20 000 \$ (cautionnement)

Appel d'offres : 9307

Descriptif : Mise en place de grave-bitume, pulvérisation et stabilisation au bitume-ciment et revêtement bitumineux, là où requis, dans différentes rues de l'agglomération de Montréal — Contrat IX (P.R.R. 2007 — Réseau artériel) Villes : Dollard-des-Ormeaux et Dorval/Île Dorval

Date d'ouverture : 21 mars 2007

Dépôt de garantie : 165 000 \$ (cautionnement)

Appel d'offres : 9308

Descriptif : Reconstruction de trottoirs et de bordures, là où requis, associée à un pavage dans différentes rues de l'agglomération de Montréal — Arrondissement : Le Plateau-Mont-Royal — Contrat VII (P.R.R. 2007 — Réseau artériel)

Date d'ouverture : 21 mars 2007

Dépôt de garantie : 100 000 \$ (cautionnement)

Appel d'offres : 9311

Descriptif : Planage de chaussées d'asphalte et revêtements bitumineux, là où requis, dans différentes rues de l'agglomération de Montréal — Arrondissement : Le Plateau-Mont-Royal — Contrat VII (P.R.R. 2007 — Réseau artériel)

Date d'ouverture : 21 mars 2007

Dépôt de garantie : 100 000 \$ (cautionnement)

Appel d'offres : 9312

Descriptif : Planage de chaussées d'asphalte et revêtements bitumineux, là où requis, dans différentes rues de l'agglomération de Montréal — Arrondissements : Ville-Marie et Sud-Ouest — Contrat VIII (P.R.R. 2007 — Réseau artériel)

Date d'ouverture : 21 mars 2007

Dépôt de garantie : 200 000 \$ (cautionnement)

Appel d'offres : 9313

Descriptif : Reconstruction de trottoirs, de bordures de mails et d'îlots, là où requis, associée à un planage de chaussées d'asphalte et revêtements bitumineux dans différentes rues de l'agglomération de Montréal — Arrondissements : Ville-Marie et Sud-Ouest — Contrat VIII (P.R.R. 2007 — Réseau artériel)

Date d'ouverture : 21 mars 2007

Dépôt de garantie : 100 000 \$ (cautionnement)

Appel d'offres : 9324

Descriptif : Reconstruction de trottoirs et de bordures, là où requis, sur différentes rues de l'agglomération de Montréal — Contrat TGA-01 (P.R.R. 2007 — Réseau artériel)

Date d'ouverture : 21 mars 2007

Dépôt de garantie : 90 000 \$ (cautionnement)

Appel d'offres : 9325

Descriptif : Reconstruction de trottoirs et de bordures, là où requis, sur différentes rues de l'agglomération de Montréal — Contrat TGA-02 (P.R.R. 2007 — Réseau artériel)

Date d'ouverture : 21 mars 2007

Dépôt de garantie : 90 000 \$ (cautionnement)

Appel d'offres : 9326

Descriptif : Reconstruction de trottoirs et de bordures, là où requis, sur différentes rues de l'agglomération de Montréal — Contrat TGA-03 (P.R.R. 2007 — Réseau artériel)

Date d'ouverture : 21 mars 2007

Dépôt de garantie : 90 000 \$ (cautionnement)

Appel d'offres : 9329

Descriptif : Reconstruction de trottoirs, là où requis, associée à un planage de chaussées d'asphalte et revêtement bitumineux dans différentes rues de l'agglomération de Montréal — Contrat XI (P.R.R. 2007 — Réseau artériel) Arrondissements : Villieray/Saint-Michel/Parc-Extension et Outremont, Ville Mont-Royal

Date d'ouverture : 21 mars 2007

Dépôt de garantie : 100 000 \$ (cautionnement)

Appel d'offres : 9330

Descriptif : Planage de chaussées d'asphalte et revêtement bitumineux, dans différentes rues de l'agglomération de Montréal — Contrat XI (P.R.R. 2007 — Réseau artériel) Arrondissements : Villieray/Saint-Michel/Parc-Extension et Outremont, Ville Mont-Royal

Date d'ouverture : 21 mars 2007

Dépôt de garantie : 150 000 \$ (cautionnement)

Documents : Les documents relatifs à ces appels d'offres seront disponibles à compter du 5 mars 2007 au Service des infrastructures, transport et environnement au 801, rue Brennan, 7^e étage, Montréal (Québec) H3C 0G4 contre un paiement de 100 \$ chacun, non remboursable. **Renseignements :** Yves Themens, ing., Chef de groupe

Vente du cahier des charges:

Téléphone : 514-872-3282

Télécopieur : 514-872-2874

Tout paiement doit être fait au comptant ou sous forme de chèque visé à l'ordre de : Ville de Montréal. Pour être considérée, toute soumission doit être présentée sur les formulaires préparés par la Ville et transmise dans l'enveloppe prévue à cette fin. La soumission reçue sera ouverte publiquement dans les locaux de la Direction du Greffe à l'hôtel de ville, immédiatement après l'expiration du délai fixé pour leur réception. La Ville de Montréal ne s'engage à accepter ni la plus basse ni aucune des soumissions reçues et n'assume aucune obligation de quelque nature que ce soit envers le ou les soumissionnaires. Montréal, le 5 mars 2007

LE GREFFIER PAR INTÉRIM DE LA VILLE

M^r Yves Saindon

LOI SUR LA FAILLITE ET L'INSOLVABILITÉ

AVIS DE LA PREMIÈRE ASSEMBLÉE

Article 102(4)

Dans l'affaire de la faillite de : FENEXCEL INC., dûment incorporée selon la loi, ayant son siège social et sa principale place d'affaires au 8050, 19^e Avenue, dans la ville de Montréal, province de Québec, H1Z 4K2.

Avis est par les présentes donné que la faillite précitée a été déposée le 26 février 2007, et que la première assemblée des créanciers sera tenue le 15^e jour de mars 2007 à 14 h 30, au bureau du surintendant des faillites, situé au 5, Place Ville-Marie, 8^e étage, Montréal (Québec).

Le groupe Boudreau Richard

33, rue Saint-Jacques 5^e étage, Montréal (Québec) H2Y 1K9
Tél. : (514) 849-2100
Télex : (514) 849-9292
courriel : info@gbr.ca

LOI SUR LA FAILLITE ET L'INSOLVABILITÉ

AVIS DE LA PREMIÈRE ASSEMBLÉE

Article 102(4)

Dans l'affaire de la faillite de : ALBITEC INC., dûment incorporée selon la loi, ayant son siège social et sa principale place d'affaires au 8050, 19^e Avenue, dans la ville de Montréal, province de Québec, H1Z 4K2.

Avis est par les présentes donné que la faillite précitée a été déposée le 26 février 2007, et que la première assemblée des créanciers sera tenue le 15^e jour de mars 2007 à 14 h 30, au bureau du surintendant des faillites, situé au 5, Place Ville-Marie, 8^e étage, Montréal (Québec).

Le groupe Boudreau Richard

33, rue Saint-Jacques 5^e étage, Montréal (Québec) H2Y 1K9
Tél. : (514) 849-2100
Télex : (514) 849-9292
courriel : info@gbr.ca

AVIS LÉGAUX & APPELS D'OFFRES • HEURES DE TOMBÉE

Les réservations doivent être faites avant 16h00 pour publication deux (2) jours plus tard.

Publications du lundi: Réservations avant 12 h 00 le vendredi

Publications du mardi: Réservations avant 16 h 00 le vendredi

Tél.: 514-985-3344 Fax: 514-985-3340

Sur Internet : www.ledavoir.com/avis.html • www.ledavoir.com/offres.html

Courriel : avisdev@ledavoir.com

26 février 2007